

Suisse

Querelle linguistique en Suisse: Le Romand qui a enterré l'apprentissage précoce du français à Zurich

Le député PLR au Grand Conseil zurichois Marc Bourgeois a joué un rôle déterminant dans la décision de supprimer le français à l'école primaire. Malgré ses racines vaudoises.

Pascal Unternährer, Urs Jaudas, Olivia Beuchat

«Il ne s'agit pas de s'opposer au français en tant que tel, et encore moins aux compatriotes de Suisse romande, mais d'une question pédagogique», affirme Marc Bourgeois, député PLR au Grand Conseil zurichois.

Marc Bourgeois a convaincu le PLR zurichois d'abolir l'enseignement précoce du français. Cela a été décisif pour le résultat au parlement cantonal. Marc Bourgeois a pourtant des racines en Suisse romande. Le politicien veut en contrepartie renforcer l'enseignement du français dans le secondaire.

Marc Alexandre Jean Bourgeois: voilà le nom complet, indéniablement français, de l'homme qui vient de provoquer un tollé en Suisse romande et au Palais fédéral.

Le député cantonal PLR zurichois a un père vaudois et nourrit une grande sympathie pour la Suisse romande, où il passe régulièrement ses vacances. Il parle parfaitement le français depuis son adolescence. Pourtant, il a joué un rôle déterminant dans la décision du parlement zurichois de supprimer l'enseignement du français à l'école primaire.

Comment cela se fait-il? En février, Le Centre, l'UDC, le PVL et le PEV ont déposé une motion au Grand Conseil pour repousser l'apprentissage du français au niveau secondaire. Personne ne s'y attendait.

Le PLR n'ayant pas signé la motion, l'issue du vote était incertaine. La coalition opposée à l'apprentissage précoce du français ne disposait en effet que de la moitié des voix. Les partisans ont donc eu besoin des radicaux pour s'imposer.

Marc Bourgeois ne lâche pas le morceau

Le PLR soutenait jusqu'ici l'enseignement de deux langues étrangères à l'école primaire. Il avait jusqu'à présent rejeté toutes les initiatives zurichoises s'opposant à ce système.

Mais cette fois, les choses ont basculé. C'est là que Marc Bourgeois entre en scène. Il a participé à un groupe de travail du PLR Suisse qui a rédigé un nouveau document sur la formation. Ce texte marque une rupture. Exit l'école intégrative et l'enseignement de deux langues étrangères au niveau primaire. En juin 2024, les délégués nationaux du PLR ont clairement approuvé ce document.

Marc Bourgeois a ensuite défendu la motion au sein de la fraction zurichoise du PLR, souhaitant la cosigner. Mais le groupe a finalement décidé de voter non, les réserves l'emportant une fois de plus.

Marc Bourgeois n'a pas pour autant baissé les bras et a continué ses discussions avec les membres du parti. Il a été aidé par un nouveau rapport révélant des lacunes considérables dans les connaissances en français des jeunes Suisses alémaniques.

Onde de choc en Suisse romande

Le 1er septembre, jour de la décision au Grand Conseil zurichois, seuls 7 radicaux sur 30 ont rejeté la proposition. En séance plénière, le report du français au niveau secondaire a été adopté par 108 voix contre 64.

Le résultat a provoqué une onde de choc en Suisse romande. La conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a menacé d'imposer l'enseignement précoce du français via le droit fédéral si nécessaire. Les parlements de Neuchâtel et du Jura ont adressé des lettres de protestation au Grand Conseil zurichois. Enfin, le conseiller national Damien Cottier (PLR/NE) a annoncé vouloir imposer la deuxième langue nationale par le biais d'une initiative.

Un débat «inutilement émotionnel»

Marc Bourgeois estime pour sa part qu'il est «maladroit» qu'une conseillère fédérale profère des menaces lorsqu'un parlement cantonal prend une décision. Selon lui, Elisabeth Baume-Schneider a rendu le débat «inutilement émotionnel».

Marc Bourgeois se réjouit en revanche que les parlements neuchâtelois et jurassien aient exigé une réponse de Zurich. Cette situation offre, selon lui, l'occasion au parlement cantonal de s'expliquer.

Jusqu'à présent, on aurait perdu de vue que cette mesure n'était pas une intervention de politique nationale, mais bien une intervention pédagogique. «Tous les soutiens au parlement ont souligné qu'il ne s'agissait pas d'une action contre le français en tant que tel, et encore moins contre les compatriotes de Suisse romande», tient à souligner Marc Bourgeois.

«N'oublions pas que pour un nombre non négligeable d'enfants zurichois de 10 ans, le français est la cinquième langue», affirme Marc Bourgeois.

Selon lui, il faut pouvoir réagir quand quelque chose ne fonctionne pas – concordat HarmoS ou pas. L'enseignement du français à l'école primaire n'est pas un échec uniquement à Zurich, souligne Marc Bourgeois. Partout ailleurs aussi, les gymnases et les écoles secondaires repartent pratiquement de zéro en 7e année.

Renforcer l'enseignement du français dans le secondaire

Il vaudrait mieux renforcer l'apprentissage de l'allemand à l'école primaire et éviter que les élèves développent un dégoût pour le français, estime le politicien. «N'oublions pas que pour beaucoup d'enfants zurichois de 10 ans, le français représente la cinquième langue – après la langue de leurs parents, le suisse allemand, l'allemand et l'anglais.»

En revanche, souligne-t-il, au niveau secondaire, le français doit être renforcé – notamment par des séjours linguistiques – pour que les élèves maîtrisent mieux cette langue à la fin de leur scolarité.

Marc Bourgeois est avant tout un politicien spécialisé dans les transports. Lorsqu'il siégeait au parlement de la ville de Zurich,

cet entrepreneur informatique de 53 ans était le porte-parole du PLR contre la politique des transports menée par la gauche et les Verts. Aujourd'hui, en tant que président du TCS Zurich, il continue de s'engager de manière critique sur les questions de mobilité.

En 2019, Marc Bourgeois s'est toutefois fait élire à la Commission de l'éducation du Grand Conseil. «J'ai remarqué qu'il s'agissait d'un poste clé. On peut y faire bouger les choses, car l'école est une affaire cantonale.»

Marc Bourgeois a ciblé l'école inclusive

Il a toujours été passionné par l'éducation. Dans sa famille recomposée, Marc Bourgeois vit actuellement avec trois garçons scolarisés en 6e primaire et en 1re année du secondaire.

Il a également été sensibilisé aux questions scolaires par son ancienne épouse, Yasmine Bourgeois, enseignante et directrice d'école de profession. Elle aussi s'engage politiquement dans la même direction. Cette députée PLR de la ville a mené l'initiative cantonale sur les classes de développement, qui prône à nouveau davantage de séparation plutôt que d'intégration.

Marc Bourgeois se voit-il comme le prochain directeur de l'Éducation zurichois ou comme conseiller national? Ni l'un ni l'autre, répond-il en souriant. «Au Grand Conseil zurichois, on peut accomplir beaucoup de choses, que ce soit sous les projecteurs ou en coulisses.»